

tions de cette région. En outre, plusieurs économies de la zone euro ont été frappées durement par les crises financière et immobilière.

Dans l'ensemble, les économies émergentes et en développement ont vu leur activité économique ralentir en 2009, mais elles ne se sont pas retrouvées en territoire négatif. Ces économies ont enregistré un taux de croissance de 2,4 p. 100 en 2009, comparativement à 6,1 p. 100 un an plus tôt. Néanmoins, dans certaines régions en développement, la production en 2009 a été inférieure à 2008, notamment en Europe centrale et de l'Est, dans les pays de la CEI, ainsi qu'en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Divers facteurs se conjuguent maintenant pour replacer ces économies sur la voie de la reprise. Dans les principales économies émergentes et en développement, la demande intérieure finale était déjà robuste. De plus, ces économies ont profité du revirement du cycle des stocks, tandis que la demande extérieure s'est gonflée avec le retour à la normale des échanges mondiaux.

Dans les principales économies émergentes d'Asie, la production dépasse par une forte marge les niveaux antérieurs à la crise, et la croissance de la production, qui a atteint quelque 10 p. 100 en moyenne en 2009 (du second au quatrième trimestre), est déjà supérieure aux estimations de la croissance de la production à pleine capacité (potentielle). Au troisième trimestre de 2009, la croissance avait commencé à dépasser les estimations de la production potentielle dans certaines économies latino-américaines. Cependant, les niveaux de production dans cette région ont tout juste retrouvé leurs niveaux d'avant la crise, et une certaine capacité inutilisée persiste dans plusieurs pays. La reprise se manifeste tardivement dans quelques économies émergentes d'Europe et de la CEI, bien que certaines montrent des signes évidents de redressement par rapport au creux qu'elles ont touché. Les économies du Moyen-Orient profitent de l'augmentation de la demande de pétrole et des prix pétroliers. L'expérience en Afrique sub-saharienne est mixte. La plupart des économies à revenu moyen et des économies exportatrices de pétrole, qui avaient vu leur production décélérer fortement ou même se contracter en 2009, sont aujourd'hui sur le

chemin de la reprise grâce au regain des échanges mondiaux et des prix des produits de base. Simultanément, dans la plupart des économies à faible revenu, la croissance de la production se situe aujourd'hui près des taux tendanciels, après avoir ralenti en 2009.

La reprise devrait se poursuivre dans l'ensemble de l'économie mondiale, bien qu'à des rythmes variés, tant au niveau qu'à l'intérieur des régions. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 4,2 p. 100 en 2010 et 4,3 p. 100 en 2011. On prévoit maintenant que les économies avancées connaîtront une expansion de 2,3 p. 100 en 2010, après avoir vu leur production décliner de 3,2 p. 100 en 2009; en 2012, leur taux de croissance devrait augmenter légèrement, soit à 2,4 p. 100. Dans le groupe des économies émergentes et en développement, la croissance devrait atteindre 6,3 p. 100 en 2010 et 6,5 p. 100 en 2011, après un modeste taux d'expansion de 2,4 p. 100 en 2009.

### Les États-Unis

Le PIB réel a reculé aux États-Unis en 2009, cédant 2,4 p. 100, après une modeste hausse de 0,4 p. 100 en 2008. Les principaux facteurs qui ont contribué à ce déclin sont le ralentissement de l'investissement fixe non résidentiel, de l'investissement dans les stocks et des dépenses de consommation, des tendances qui n'ont été que partiellement compensées par l'amélioration des exportations nettes.

L'investissement fixe non résidentiel a fortement régressé, perdant 17,8 p. 100 en 2009, ce qui s'est traduit par une ponction de 2,1 points de pourcentage sur la croissance réelle en 2009. Ce ralentissement est le reflet des sévères compressions dans les dépenses en structures et une forte baisse des dépenses en matériel et en logiciel, lesquelles ont fléchi de 19,8 p. 100 et 16,6 p. 100, respectivement. L'investissement fixe résidentiel était aussi en retrait, mais à un rythme plus modéré qu'en 2008 (20,5 p. 100, contre 22,9 p. 100 un an plus tôt). La baisse des stocks a également contribué à retrancher 0,7 point de pourcentage à la croissance réelle du PIB, après avoir privé celle-ci de 0,4 point de pourcentage l'année précédente.